



# Préserver le paritarisme est une double nécessité

**Éditorial**

par Jean-Claude Mailly

Le chômage a de nouveau augmenté, au mois d'août, de 0,6% (+ 20 000 demandeurs d'emploi). En très légère baisse (0,1%) pour les moins de 25 ans, il a augmenté de 0,4% pour les 25-49 ans et de 1,4% pour les plus de 50 ans (+ 9,4% sur un an).

C'est là le fruit amer d'une politique globale d'austérité, tant au plan national qu'euro-péen, s'accompagnant notamment d'un pacte de responsabilité doublement coûteux : aides massives aux entreprises sans contrepartie et réduction des dépenses publiques et sociales.

Le chômage de ceux qu'on appelle les seniors devient de plus en plus alarmant.

En effet, quand ils ont épuisé leur droit à l'assurance chômage, ils sont contraints de vivre avec des minima sociaux en attendant de prendre leur retraite à un âge qui recule comme l'horizon.

C'est notamment une des raisons qui rend inacceptable la volonté du Medef de retarder encore, dans les faits, l'âge de départ. Il serait d'ailleurs logique que, pour tout licenciement d'un salarié de 50 ans, les entreprises soient soumises à une cotisation supplémentaire et que, pour toute rupture conventionnelle au-delà de 55 ans, un forfait doive être payé par l'entreprise aux régimes complémentaires.

C'est trop facile de se décharger sur les régimes sociaux tout en refusant toute augmentation de la cotisation.

C'est une question de bon sens, de responsabilité et de solidarité.

Préserver le paritarisme est alors une double nécessité :

- C'est une garantie pour les générations actuelles et à venir ;
- C'est respecter la négociation collective interprofessionnelle et l'existence d'un troisième secteur, ni étatisé, ni privatisé.

Pour Force Ouvrière, cela relève de ce que nous appelons le réformisme militant.

De son côté, le Premier ministre considère qu'il fait du social réformisme et il tacle les syndicats qui refusent de signer dans la fonction publique. Si Force Ouvrière ne signe pas, c'est que le texte proposé n'est pas bon.

Nous ne confondons pas réformiste et réformateur.

En fait, ni sociale, ni réformiste, la politique gouvernementale est plutôt libérale-autoritaire.